

Les Etats américains se mêlent aux enquêtes visant les Gafa

- Une vingtaine de procureurs généraux devraient se joindre aux procédures lancées par le département de la Justice et les régulateurs américains.
- Une étape supplémentaire dans ce qui pourrait être la plus grosse enquête antitrust de ces dernières années.

NUMÉRIQUE

Nicolas Rauline

@nrauline

— Bureau de New York

Les fronts se multiplient pour les géants du Net. Cette fois, ce sont les Etats américains qui s'organisent. Selon le « Wall Street Journal », les procureurs généraux de plusieurs d'entre eux s'approprient à lancer formellement, dans les prochaines semaines, des enquêtes contre Google, Apple, Facebook et Amazon sur d'éventuelles pratiques anticoncurrentielles. Ils s'intéressent à la manière dont ces sociétés utiliseraient leurs plates-formes pour écarter la concurrence.

On ignore encore le nombre d'Etats qui pourraient engager des poursuites mais, selon certaines sources, ils pourraient être une vingtaine. Plusieurs procureurs

généraux, véritables ministres de la Justice dans chacun des 50 Etats américains, ont annoncé mener des discussions sur le sujet, récemment. C'est le cas notamment en Caroline du Nord ou dans le Mississippi, dirigés par des juges démocrates, ou au Texas, républicain.

Un démantèlement « compliqué »

Il fait peu de doutes que l'Etat de New York, de son côté, lancera une enquête formelle. « Les procureurs généraux concernés sont inquiets à propos du contrôle des données personnelles par les grandes entreprises technologiques et les tiendront responsables des pratiques anticoncurrentielles qui mettent en danger la vie privée et les données des consommateurs », a ainsi expliqué Letitia James, la procureure générale de New York.

L'arsenal judiciaire semble donc se mettre en place autour des Gafa.

Le département de la Justice a déjà annoncé il y a quelques semaines l'examen approfondi des pratiques de ces sociétés. Quant à la Federal Trade Commission (FTC), elle s'intéresse de près à Facebook, notamment au rachat de plusieurs sociétés. Son président, Joseph Simons, a d'ailleurs fait le point sur ces investigations dans le « Financial Times », expliquant que toutes les options étaient encore envisageables, même si le démantèlement paraît « compliqué », en raison notamment de l'intégration croissante de WhatsApp et d'Instagram. Il souhaite toutefois aller vite et boucler son enquête avant l'élection présidentielle, en novembre 2020.

Le rôle des Etats avait été décisif dans l'affaire qui avait débouché sur la condamnation de Microsoft, il y a près de vingt ans. Vingt d'entre eux, ainsi que le district de Columbia, s'étaient joints à l'enquête antitrust du gouvernement fédéral, rendant

la procédure plus longue et plus coûteuse pour le géant. Celui-ci avait finalement dû ouvrir ses logiciels à la concurrence et céder du terrain sur les navigateurs Internet.

Les géants du Net se défendent de toute pratique anticoncurrentielle. Selon eux, ils ont même fait baisser les prix de plusieurs produits. « La concurrence s'étend à de nombreux domaines existants ou en développement : les systèmes d'exploitation, les appareils mobiles et les applications, les assistants vocaux, l'intelligence artificielle [...] et bien d'autres », affirmait ainsi Adam Cohen, directeur de la politique économique de Google, devant les parlementaires qui l'auditionnaient, en juillet.

Ce n'est pas l'avis des régulateurs qui voient une concurrence défailante dans les réseaux sociaux, les applications, la publicité, les moteurs de recherche ou encore le commerce, et cherchent à comprendre pourquoi. ■

Box Internet : la course technologique des fabricants

TÉLÉCOMS

Assistants vocaux, wi-fi 6, fibre 10 G... les industriels qui produisent les box des opérateurs innovent pour survivre.

Sébastien Dumoulin

@sebastiendmln

Coup pour coup. Quelques mois après le lancement de la dernière Freebox, SFR présentait mi-juillet son propre boîtier de dernière génération, qu'il facturera 5 euros par mois en plus de l'abonnement, a-t-on appris mardi. Entre opérateurs, la box reste un élément de différenciation majeur. Ce qui se traduit par une course technologique effrénée, du côté des constructeurs. Inconnus du grand public, les fabricants de box sont une trentaine dans le monde à se répartir un marché de 250 millions de boîtiers Internet, représentant 12 milliards de dollars, selon IHS Markit. Les décodeurs télé représentent un second marché de taille équivalente.

Un numéro un français

Cinq groupes trustent à eux seuls les deux tiers des ventes. Et parmi eux deux français – Technicolor, numéro un mondial au dernier trimestre 2018, selon IHS, avec 14 % de parts de marché, et Sagemcom, numéro 5 avec 9 % des ventes mondiales – qui doivent affronter l'américain Arris et surtout les chinois Huawei et ZTE. « Notre survie face aux fournisseurs asiatiques, c'est notre capacité à intégrer les dernières technologies et à personnaliser au maximum, explique un acteur européen. Pas question de proposer des produits sur étagère. »

Pour les fabricants – comme pour les opérateurs –, l'enjeu essentiel est de maintenir la valeur du produit alors même que, année après année, les box perdent de leur attrait. Certaines de leurs fonctionnalités tombent en désuétude. Le lecteur DVD a disparu des boîtiers. La prise de téléphonie fixe est un reliquat sans grand intérêt. Les disques durs intégrés ne font plus fantasmer les clients. « Pour la majorité des gens, les offres cloud comme Dropbox ou iCloud suffisent », explique Mitja

Golja, le directeur technique du fabricant slovène Iskratel.

Même le décodeur télé pourrait être voué à disparaître. Les jeunes consomment la vidéo à la demande sur le Web. Et les foyers s'équipent de téléviseurs connectés qui n'ont plus besoin que d'un accès à Internet. « La 4K a redonné un peu de souffle, mais la tendance est plutôt à la baisse », confirme un fabricant.

Le relais de la 10 G

Pour résister, il faut innover. Le composant clef est la connectivité. Les box les plus performantes – en technologie câble ou fibre – valent plus cher. Et la course au débit bat son plein. Cette année, Free a été le premier à proposer en France une box capable de gérer 10 Gbs – dix fois le débit standard offert par ses concurrents. « Les technologies 10 G restent marginales. Elles sont trois fois plus chères, relativise Mitja Golja. Personne n'en a encore l'usage. Ce n'est pas nécessaire pour visionner des flux vidéo, même en 8K. En fait, actuellement, cela ne sert qu'à faire des tests de débit... Mais avec la réalité virtuelle, cela va changer. Dès que des gros opérateurs chinois ou américains déploieront des dizaines de millions de box 10 G, les coûts chuteront. On n'aura plus qu'une prime de 20 ou 30 % ».

Connectivité et wi-fi sont des éléments clefs.

En parallèle des débits, beaucoup se joue autour du wi-fi. Comment proposer un réseau sans fil de qualité à l'intérieur des logements ? L'intégration des nouvelles normes, comme le propose SFR avec sa nouvelle Box 8, peut aider. L'industrie s'est aussi tournée massivement vers les répéteurs wi-fi.

Proposer le nec plus ultra de la technologie permet aussi aux fabricants de maintenir leurs marges, alors que les prix de certains composants électroniques, comme les puces mémoire, s'envolent. Dans son dernier rapport annuel, Technicolor estime que ce seul facteur lui a fait perdre 45 millions d'euros d'Ebitda en 2018, soit 2 points de marge. De quoi redoubler d'efforts pour monter encore et toujours en gamme. ■



La Federal Trade Commission (FTC) s'intéresse de près au réseau social de Mark Zuckerberg. Photo Sipa

Facebook active l'option « supprimer l'historique »

Après plus d'un an de développement, le réseau social a lancé mardi une nouvelle fonctionnalité permettant de mieux contrôler les informations transmises à Facebook par des sites Web externes.

Raphaël Balenieri

@RBalenieri

Vider le cache, supprimer l'historique. Les internautes qui veulent « repartir d'une feuille blanche » connaissent bien cette petite technique. Pour la première fois, cette fonctionnalité est arrivée, mardi, sur Facebook. Le réseau social de Mark Zuckerberg a en effet lancé un nouvel outil permettant aux utilisateurs de supprimer les informations récupérées par la plate-forme lorsqu'ils surfent sur des sites et des applications tierces : achat en ligne, réservation de billets de train, etc. L'outil, baptisé « Off-Facebook Acti-

vely », avait été annoncé par Mark Zuckerberg en mai 2018, lors de la conférence annuelle de Facebook dédiée aux développeurs. Quelques semaines après le scandale Cambridge Analytica, Facebook avait profité de ce rendez-vous mondial pour tenter d'éteindre l'incendie. Cette nouvelle fonction devait d'ailleurs voir le jour dans les mois suivants, mais plusieurs retards avaient contraint le réseau social à la repousser à fin 2019.

Changement des architectures

Signe que Facebook a du pain sur la planche, l'onglet n'est disponible pour le moment que dans trois pays : l'Irlande, l'Espagne et la Corée du Sud. Soit au total presque 44 millions d'utilisateurs mensuels, une goutte d'eau rapportée aux 2,41 milliards de personnes qui se connectent sur Facebook, selon le groupe. « C'est une première dans notre industrie. Il n'y avait aucun modèle dont nous

aurions pu nous inspirer, avance Stephanie Max, chef de produit chez Facebook et chargée du projet. Nous avons dû remettre à plat toutes nos architectures. [...] Au total, cela a nécessité un an de travail et mobilisé plusieurs centaines d'ingénieurs. »

Off-Facebook Activity aura un impact sur les recettes de Facebook.

Le réseau social est très dépendant de ces informations qui permettent un meilleur ciblage publicitaire.

Concrètement, les utilisateurs pourront avoir la liste des applis et des sites externes qui ont transmis des informations à Facebook. Et comme sur un navigateur Internet, il sera possible d'effacer l'historique

complet, ou de désactiver un seul site. De cette façon, un internaute pourra autoriser Booking.com à partager ses informations avec Facebook, mais bloquer un autre site.

La procédure ne permet pas d'effacer les données pour autant. Facebook conservera les informations. Simplement, il ne pourra plus les attribuer à une personne en particulier. « On parle bien d'une dissociation, pas d'une suppression, résume Stephanie Max. Les utilisateurs de Facebook verront d'ailleurs toujours le même nombre de publicités. » Pourtant, cette nouvelle fonctionnalité aura bien « un certain impact » sur ses recettes publicitaires. Facebook est en effet très dépendant de ces informations recueillies « hors les murs », permettant un meilleur ciblage publicitaire. La richesse de ces données, ainsi que leur contribution exacte aux revenus de Facebook, est cependant difficile à évaluer, le groupe refusant de donner des chiffres à ce sujet. ■

APPEL D'OFFRES



AVIS D'APPEL D'OFFRES INTERNATIONAL OUVERT ASECNA/DGDD/DETD/1926/2019

Dans le cadre de la mise en œuvre de son Plan des Services et Equipements, l'Agence pour la Sécurité de la Navigation Aérienne en Afrique et à Madagascar (ASECNA) lance un Appel d'Offres Ouvert International pour la réalisation en Union des Comores, des travaux de construction :

- du bloc technique et de la tour de contrôle de l'aéroport international de Moroni
- des logements d'astreuse à l'aéroport international de Moroni

Le Dossier d'Appel d'Offres (DAO) peut être consulté sur le site web de l'ASECNA (www.asecna.aero) et retiré à partir du 19 août 2019 à la Direction des Etudes et Projets (ASECNA), Route de la Corniche des Almadies à proximité du lieu de pèlerinage des Layènes à Dakar - Sénégal, Téléphone : (221) 33 848 05 10 - Email : aos@asecna.org, contre le paiement obligatoire d'une somme non remboursable de Un Million Cinq Cent Mille (1.500.000) de Francs CFA, soit Deux Mille Deux Cent Quatre Vingt Six Euros Soixante Quatorze Centimes (2.286,74 €) à la Caisse Principale de l'Agence Comptable de l'ASECNA sise au 32-38, Avenue Jean Jaurès, Téléphone : +221 33 849 66 75, à la Délégation de l'ASECNA à Paris, 75 Rue la Boétie - 75008 Paris - France, Téléphone : +33 1 44 95 07 07, ou dans les Représentations de l'ASECNA auprès des Etats membres.

La date limite de remise des offres à la Direction des Etudes et Projets (ASECNA), Route de la Corniche des Almadies - proximité du lieu de pèlerinage des Layènes à Dakar au Sénégal, Tél. : 33 848 05 10, Dakar-Yoff (Sénégal) est fixée au 1^{er} octobre 2019 à 12 heures (T.U.). Aucune offre arrivée hors délai ne sera acceptée. Toute offre déposée à tout autre endroit qu'à l'ASECNA, se fera aux risques du soumissionnaire et ne sera pas prise en compte. L'ouverture des offres en séance publique devant les soumissionnaires (ou leurs représentants) qui le désirent, aura lieu le même jour (1^{er} octobre 2019) à 13 heures (T.U.) dans la salle de réunion de la Direction des Etudes et Projets aux Almadies à Dakar - Sénégal

Le Directeur Général